

# Lecture des Comptes Economiques Rapides pour l'Outre-Mer du point de vue de la statistique africaine

Thierry Cornaille,  
Daniel Huart,  
Claude Joeger,  
Blaise Leenhardt  
et Jean-David Naudet <sup>79</sup>

---

**L'opération CEROM est une vaste opération inter administrative dans le domaine de la statistique et de la macroéconomie menée dans les DOM et les TOM français et inspirée de l'expérience africaine. Cet article évalue les premiers enseignements en retour que peut en espérer la statistique africaine en matière de comptes rapides. L'exemple de CEROM peut être utile aux pays africains « à jour » en matière de comptes nationaux définitifs mais souhaitant fournir au public pour les années plus récentes des comptes provisoires calés sur ces comptes définitifs. L'opération montre également qu'avec un modèle de cheminement de type TABLO on peut projeter une série longue de comptes. Ce type de projection peut être utile dans les pays très en retard en matière de comptes pour rattraper le retard d'un coup et repartir dans un processus régulier en « sautant » éventuellement une ou plusieurs années de comptes définitifs. Enfin, un des aspects remarquables de l'opération CEROM, sa capacité à diffuser de l'analyse macroéconomique à travers l'utilisation des comptes, mérite d'être méditée et imitée.**

---

---

<sup>79</sup> *Thierry Cornaille est actuellement Directeur Général de la Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie ; ancien Directeur de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer, il est co-fondateur de CEROM. Daniel Huart est Directeur Interrégional INSEE Antilles Guyane et co-fondateur de CEROM. Claude Joeger est économiste et responsable des études CEROM à la direction interrégionale de l'INSEE Antilles Guyane. Blaise Leenhardt est économiste à DIAL et était responsable des études à l'AFD au moment du lancement de l'opération CEROM. David Naudet est chef de la division de l'évaluation et de la capitalisation à l'AFD et co-fondateur de CEROM.*

## L'origine africaine de l'Opération CEROM : l'outil quasi comptable TABLO

Il convient tout d'abord de rappeler que l'Opération CEROM (Comptes Economiques Rapides pour l'Outre-Mer) tire au départ son origine dans l'expérience africaine de la modélisation acquise par le service des études de l'AFD avec le modèle TABLO et l'établissement de cheminements quasi comptables pour les économies francophones d'Afrique. Si de nombreux modèles macroéconomiques relatifs aux économies africaines ont tourné tant en terre africaine, que dans les organismes bi et multilatéraux ou dans les universités, on fait référence ici à une famille particulière de modèles, les modèles quasi comptables de type Keynes-Léontief (voir dans ce numéro 100 l'article de MM Raffinot et Meier les concernant) caractérisés par une particulière longévité dans certains services de prévision

africains, et dont un avatar a été formalisé fin des années 1980 au service des études de l'AFD (alors CCCE), sous le nom de modèles « TABLO<sup>80</sup>».

Le succès le plus emblématique de ce modèle est probablement à trouver à la Direction de la Prévision de Côte d'Ivoire où, mis en place par la SEDES à la mi 70 (en FORTRAN sur gros ordinateur), il a ensuite été utilisé (avec une assistance technique) jusqu'à la fin des années 1980, puis son usage s'est « ivoirisé » et s'est poursuivi dans les années 1990 (y compris après la dévaluation). Ce modèle a fait l'objet de plusieurs « reprogrammations informatiques » avec la montée en puissance des micro-ordinateurs et les changements de modes en matière de logiciels ou de tableurs (Framework, Lotus, Excel<sup>81</sup>). Le cas du Burkina avec le modèle IAP élaboré avec l'aide de la GTZ doit également être cité comme exemple de longévité et d'appropriation.

A l'AFD, la volonté initiale était d'en doter toutes les agences des pays de la zone franc (son usage étant, pensait-on, l'affaire d'un VSN statisticien économiste ou d'un chargé de mission qui y consacrerait une partie de son temps). Il s'est vite avéré que les Agences ne pouvaient y accorder l'attention nécessaire. La lourdeur « multisectorielle » du modèle fut mise en cause et une nouvelle génération de modèles, ou plutôt de

<sup>80</sup> Par référence aux initiales de ses auteurs ou inspireurs, D Tommasi, JJ Aerts, B Leenhardt, G Olive. Voir *Statéco* n°58-59 de septembre 89 ou *Statéco* 79-80 de décembre 1994.

<sup>81</sup> Le modèle à double gap RMSM de la banque mondiale, également d'une longévité remarquable, a lui aussi été programmé sur gros ordinateur avant de continuer une brillante carrière sur micro-ordinateur.

maquettes, fut créée avec les modèles PRESTO<sup>82</sup>. Ils n'eurent en fait pas plus de succès dans leur déploiement en Agence, mais servirent à mettre au point la maquette JUMBO, qui en est l'agrégation simple, et qui elle, utilisée de façon centrale par des économistes modélisateurs, a trouvé son public en permettant, depuis près de 10 ans, d'établir des projections semestrielles à l'occasion des réunions des ministres de la zone franc.

Fortes des expériences TABLO et JUMBO l'équipe des modélisateurs de l'AFD était armée pour affronter certains des problèmes statistiques des DOM/TOM, en joignant ses forces avec les comptables de l'INSEE (ou des Instituts Territoriaux) et les banquiers centraux de l'IEDOM et de l'IEOM.

## Un des maillons faibles des statistiques des DOM/TOM

Les producteurs majeurs d'information statistique dans l'outre mer républicain sont dans les DOM, l'INSEE (statistiques économiques et comptes) et l'IEDOM<sup>83</sup> (statistiques monétaires et enquêtes de conjoncture), dans les TOM les instituts territoriaux (ISPF, ISEE) et la banque centrale, l'IEOM.

Dans les DOM et les TOM jusqu'aux années 90, les comptes régionaux ou nationaux avaient un grand retard et étaient de qualité médiocre. Si le suivi conjoncturel était bien assuré par les instituts d'émission, l'analyse de la situation macroéconomique était difficile, la conjoncture ne pouvant être intégrée à l'évolution plus structurelle de ces régions ou territoires. Un grand nombre d'idées reçues non démontrées gouvernaient l'analyse économique.

Entre 1990 et 2000 un effort considérable était fourni par l'INSEE dans les DOM : Tant la direction interrégionale Antilles-Guyane (la DIRAG) que la direction régionale de la Réunion connaissaient un important accroissement de leurs effectifs. La première, est en effet passée de 98 à 137 agents. Sur la même période, la seconde a vu son effectif augmenter de plus de 50 %, passant de 41 agents à 68.

<sup>82</sup> Voir *Statéco* 83-84, septembre - décembre 1995, Le modèle Presto, un nouvel outil de projections macroéconomiques et financières pour la Caisse française de développement, G.Collange et E.Jourcin.

<sup>83</sup> Signification des sigles : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), Agence Française de Développement (AFD), Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM), Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM), l'Institut de Statistique de Polynésie française (ISPF), Service du Plan et de la Prévision Economique de Polynésie française, Institut de la Statistique et des Etudes Economiques de Nouvelle-Calédonie (ISEE).

La « mise à niveau » des statistiques des DOM commençait, et la convergence avec la statistique métropolitaine était progressivement atteinte.

Dans le domaine de la macroéconomie et de la comptabilité nationale, les nouveaux comptes économiques régionaux suivaient le Système Elargi de Comptabilité Nationale (SECN 95) en lieu et place de la base 70. En 2003 était publié (sur CD-ROM) une série homogène de comptes 1993-2000 pour les trois départements français d'Amérique. La Réunion en faisait de même une année après.

Dans les TOM les améliorations n'étaient pas aussi nettes, et l'effort de mise à niveau statistique plus limité. En Polynésie française, une expérience innovante de coopération préfigurant en partie l'opération CEROM était cependant tentée au début des années 90 par l'AFD et l'ITSTAT (futur ISPF), avec la mise au point d'un modèle TABLO sous Excel simulant le cheminement des comptes. Un service de la prévision en charge du modèle<sup>6</sup> était

Elle était la suivante :

- *la fourniture « en temps » des comptes régionaux définitifs N-3 est un élément nécessaire mais n'est pas suffisant pour satisfaire les besoins en information des agents économiques ;*
- *l'information conjoncturelle donnée par les instituts d'émission, également nécessaire à l'analyse n'est pas non plus suffisante et n'est véritablement utile que recadrée dans l'évolution des structures de l'économie révélée par la série des comptes ;*
- *le premier des maillons manquants se situe donc au niveau de comptes provisoires pour N-2, N-1 et prévisionnels pour N, N+1. Des comptes provisoires acceptables pour les années récentes c'est ce que demandent avec force tous les acteurs économiques, pour qui l'existence de comptes définitifs n'a de sens et d'intérêt que par ce qu'ils permettent des comptes provisoires plus récents et un éclairage de la conjoncture. L'un ne va pas sans l'autre ;*
- *un autre maillon manquant est l'exploitation et l'analyse des séries de comptes et des statistiques sectorielles, analyses que ne peuvent faire les agents économiques eux-mêmes et qui relèvent d'économistes statisticiens, puis la diffusion de ces analyses à l'ensemble des acteurs ;*
- *enfin, pour mener à bien ces analyses les comptes doivent pouvoir être obtenus « en volume » et non seulement en valeur. La déflation par le seul indice des prix à la consommation des ménages, jusqu'ici pratiquée, pouvant introduire un biais important.*

De ce constat, et des complémentarités entre INSEE (producteur des comptes définitifs et de statistiques), IEOM/DOM (producteur d'enquêtes de conjonctures et de statistiques monétaires) et AFD (producteur d'analyse économique et de modèles macroéconomiques) devait naître l'opération CEROM.

## Le Projet CEROM

Le projet Comptes Economiques Rapides pour l'Outre-Mer (CEROM), né en 2003 et formalisé par un accord-cadre signé en 2004 par ses sept

créé, stimulant la diffusion de l'information économique.

Dans les DOM, le paradoxe de la situation au début des années 2000 était que, malgré les efforts importants faits par l'INSEE, et malgré le fait que les objectifs assignés au départ aient été atteints en matière de comptes économiques régionaux (en particulier de disposer en N des comptes définitifs de l'année N-3<sup>7</sup>), ceux-ci restaient ignorés des agents économiques, des médias et des universitaires. Les DOM et leurs spécificités ne faisaient l'objet que de très peu d'analyse macroéconomique de fond, les nouveaux comptes étaient inutilisés.

C'est au cours d'un séminaire sur la modélisation organisé à Pointe à Pitre en 2002 qu'une analyse commune de la situation émergeait entre les divers participants qui devaient constituer l'équipe de base de l'opération inter administrative CEROM.

partenaires institutionnels<sup>8</sup>, consiste, suivant les sites webs de ses membres « à mettre en place un cadre statistique permettant d'analyser les évolutions récentes de la situation économique des Collectivités d'Outre-mer (COM) ». Il va plus loin que ce qui découle des analyses présentées au paragraphe précédent, y ajoutant une dynamique de travail inter administrative.

<sup>7</sup> Le fait que les comptes définitifs N-3 soient disponibles en N est une spécificité Domienne due à la disponibilité des données qui n'est pas nécessairement vraie dans les pays africains. La « lettre d'Afristat », sous la plume de Gabriel Doffou N'Guessan, considère que « deux et même trois années peuvent s'écouler avant que l'ensemble des données ne soit disponibles [pour élaborer des comptes définitifs] ». Dans certains pays africains donc, les définitifs peuvent concerner **STATECO N°100, 2006**

<sup>8</sup> INSEE, AFD, IEOM, IEDOM, ISPE, ISEE, à côté de ces partenaires institutionnels des universitaires (domiens ou non) ont été, il va de soi, associés aux travaux.

<sup>6</sup> Lui-même réécrit en Visual Basic puis facilement « maintenu » dans ce langage par le bureau d'étude DME.

Le projet CEROM vise plus particulièrement :

- le renforcement de la qualité du système d'information économique en rapprochant statisticiens et économistes,
- la réduction des délais de mise à disposition des données utiles aux acteurs économiques,
- l'amélioration des méthodes de production,
- la promotion de l'analyse économique à travers des travaux inter institutionnels,
- la construction d'un réseau d'échanges de bonnes pratiques et de comparaisons de méthodes entre les parties.

Ce projet permet ainsi de contribuer au développement progressif d'une capacité d'analyse

des évolutions économiques ultramarines. Il s'articule autour de trois volets :

- élaborer des comptes économiques rapides<sup>9</sup> (estimation des comptes N-1 et N-2, en utilisant des modèles de type TABLO,
- décrire l'évolution récente de l'économie par la production d'indicateurs synthétiques de conjoncture (indicateurs avancés, coïncidents, etc..),
- produire régulièrement des publications d'ordre macro-économique sur l'économie des départements d'Outre-mer.

L'avancement du volet « **comptes rapides** » s'est échelonné dans les différents DOM, et est en cours de finalisation. A la Guadeloupe, département pilote du projet, où la méthodologie de projection annuelle des comptes a été tout d'abord testée, le modèle de projection est calibré, les tests sur les années 2001 et 2002 réalisés et les comptes rapides de l'année 2004 ont été publiés fin 2005, peu après la parution des définitifs 2002. C'est une équipe constituée de deux personnes, la responsable des comptes et un économiste modélisateur qui ont réalisé la phase finale de production. Ainsi, du point

de vue des comptes du passé, ce département peut maintenant rentrer dans le cycle de production « objectif » de l'opération avec comptes définitifs N-3 début N, et comptes provisoires ou « rapides » N-2 et N-1 en juillet N.

Le tableau ci après présente l'état d'avancement de l'opération dans les l'ensemble des DOM et TOM où l'opération se déroule<sup>10</sup>. Au moment où se terminait la rédaction de cet article, les comptes rapides de la Réunion pour 2005 étaient disponibles.

Tableau 1 :

**Mise en place de modèles quasi comptables de type TABLO dans le cadre de CEROM**

	TEI	Modèle	Test	Production de comptes rapides
Guadeloupe	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé
Martinique	Réalisé	Réalisé	En cours	Fin 2006
Réunion	Réalisé	Réalisé	En cours	Réalisé à mi 2006
Guyane	Réalisé	En cours	En 2006	
N <sup>elle</sup> Calédonie	Réalisé	Réalisé	En cours	Fin 2006

Source : Comité d'orientation CEROM, 17/1/06

<sup>9</sup> Pour reprendre une formule d'Hubert Gbossa, longtemps responsable de la Comptabilité Nationale à AFRISTAT « tous les comptes doivent être rapides » ; et le terme adéquat serait ici « comptes provisoires », mais on a tenu, dans l'opération CEROM, à conserver l'image de comptes « rapides », au sens de rapidement disponibles. Il faut donc parler de comptes rapides quand on parle spécifiquement des travaux CEROM dans les DOM-TOM et de comptes provisoires quand on parle de généralités sur la méthode et du cas africain.

<sup>10</sup> N'y figure pas la Polynésie française qui disposait déjà d'un modèle de prévision/estimation des comptes, comme expliqué plus haut.

Cette phase de production « rapide » de comptes passés étant atteinte en Guadeloupe et à la Réunion et sur le point de se généraliser à l'ensemble des DOM et TOM on peut penser que devrait débiter une deuxième phase, avec la mise en place de projections des comptes pour les années N et N+1, en utilisant le même modèle ou un modèle dérivé de même type, mais la question reste encore ouverte.

L'élaboration **d'indicateurs synthétiques de conjoncture**, qui a débuté en 2003 en Guadeloupe est toujours en phase d'expérimentation et d'accumulation d'expériences. Les résultats sont jusqu'ici plutôt décevants et il est délicat de trouver des corrélations stables entre les indicateurs conjoncturels et les principales variables macroéconomiques. La difficulté semble à la fois technique et économique : d'une part il faut

trimestrialiser l'information macro économique pour la mettre en relation avec les données conjoncturelles, ce qui laisse un grand degré d'arbitraire, d'autre part la notion de conjoncture est en soi délicate dans les DOM, certains allant jusqu'à se demander « s'il existe une conjoncture dans les DOM ? »<sup>11</sup>.

Enfin, dans le cadre de la **promotion de l'analyse économique** des DOM et TOM, le partenariat a donné lieu à la réalisation d'études macroéconomiques dans presque tous les DOM-TOM, mais aussi à des études thématiques ou sectorielles, à la publication de « tableaux de bords » trimestriels ou mensuels. La maîtrise et la vigueur de la communication constituent un des succès majeurs de l'opération, dans un ensemble régional pourtant réputé difficile et sur lequel un certain nombre d'idées reçues ont cours.

**Tableau 2 :**  
**Etudes Macroéconomiques et publications CEROM**

	Bilans Macroéconomiques	Etudes Thématiques ou Sectorielles	Tableaux de bords
Guadeloupe	Réalisé	En cours	Mensuels
Martinique	Réalisé		Mensuels
Réunion	Réalisé	Réalisé	Mensuels
Guyane		En cours	Mensuels
N <sup>elle</sup> Calédonie	Réalisé		Trimestriels
Polynésie F.			Trimestriels

Source : Comité d'orientation CEROM, 17/1/06, voir également la liste des publications en fin d'article.

## **Synthèse sommaire des premiers résultats obtenus : de fausses idées, une vraie croissance et de vrais problèmes**

### **Les Bilans 1993-2001**

Il ressort des analyses macroéconomiques menées dans le cadre de CEROM un certain nombre de résultats jusqu'ici méconnus : les taux de croissance économiques apparaissent plus élevés dans les DOM qu'en métropole, et il en est de même en Nouvelle Calédonie. On est devant le paradoxe d'une croissance sans compétitivité (avec un taux d'exportation particulièrement faible, à l'exception encore de la Nouvelle Calédonie), avec une forte augmentation des salaires versés et des investissements. Elle s'accompagne d'une

croissance importante de la productivité (qui peut atteindre le double de la croissance de la productivité française, c'est le cas de la Réunion par exemple), et, bien sur, par des transferts nets élevés en provenance de la métropole. Mais si on raisonne en pourcentage du PIB, ces derniers ne s'accroissent pas sur la période. Ils soutiennent la croissance mais ne l'expliquent pas. Alors qu'on avance en général l'idée d'un « syndrome hollandais » lié à l'injection d'une rente administrative à propos des DOM-TOM, les économistes de CEROM mettent plutôt en avant le concept « d'effet de serre » qui protège ces économies dynamiques (transferts élevés, marché intérieur protégé, monnaie forte, fiscalité faible et tertiarisation importante). Si ces bilans macroéconomiques mettent en avant un double rattrapage des économies ultramarines françaises (rattrapage du niveau de vie de la métropole, réduction des déséquilibres internes), ils en montrent également les limites (le PIB par tête réunionnais passant de 57 % du niveau moyen français en 1993 à 65 % en 2001) et ne masquent aucunement les vrais problèmes qui demeurent : le

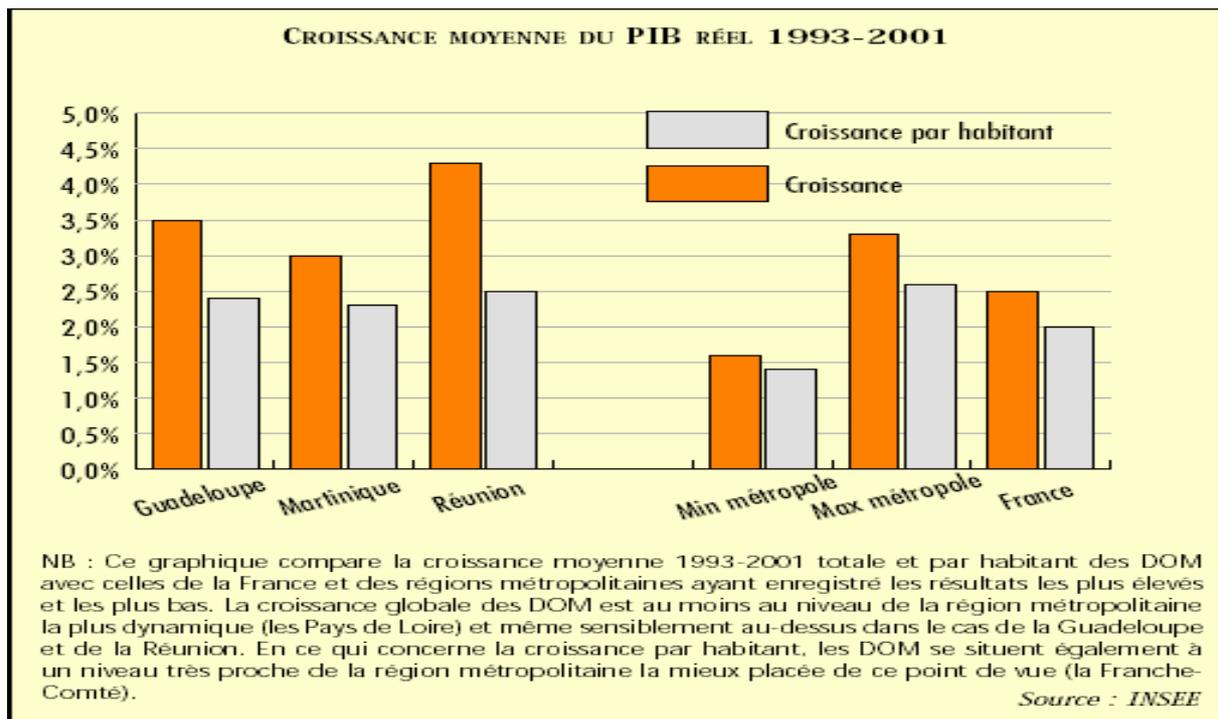
<sup>11</sup> M. A. Vienny, Directeur général de l'IEDOM, intervention au séminaire CEROM de Cayenne, 27/10/2005.

chômage massif, les soldes commerciaux déficitaires, l'hypertrophie du non marchand.

Le fait que la croissance du PIB des DOM soit supérieure à la croissance métropolitaine n'est pas un phénomène nouveau si on observe les statistiques longues, et a été perçu depuis longtemps par les observateurs. Mais ce résultat jusqu'ici a toujours été relativisé et associé à l'importance et à la croissance des transferts publics vers les DOM-

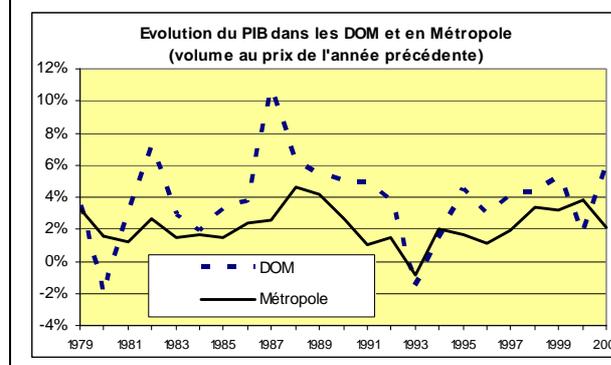
TOM (par ailleurs délicats à mesurer). Ce qu'apporte de nouveau l'analyse CEROM, c'est que cette croissance s'est poursuivie dans la dernière décennie alors que les transferts publics et le poids de l'administration, au lieu de croître en proportion du PIB, stagnaient ou diminuaient (particulièrement à la Réunion – voir graphique 3 - et en Nouvelle Calédonie), et que s'enclenchait un nouveau paradigme plus vertueux.

Graphique 1 :

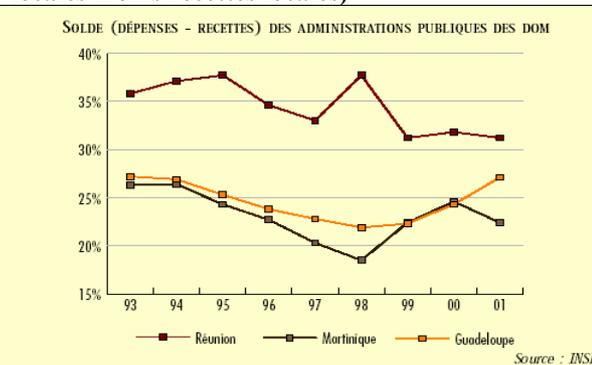


Source : David Naudet, lettre des économistes de l'AFD, n°12, mars 2006 et INSEE

Graphique 2 :  
Croissance comparée du PIB DOM et Métropolitain



Graphique 3 :  
Evolution des transferts dans les DOM en % du PIB (approchés par le solde dépenses publiques locales moins recettes locales)



Source : David Naudet et Réjane Hugouneq-De Vreyer, lettre des économistes de l'AFD, n°12, mars 2006 et INSEE.

## La Conjoncture récente : vers un ralentissement net de la croissance ?

Pour la période plus récente les résultats des études CEROM ne sont pas encore tous validés, et c'est là un des buts majeurs de l'opération que de donner rapidement des résultats concernant les années récentes. Seuls les résultats provisoires de la Guadeloupe ont été publiés, et ils sont décevants. En 2004, la croissance en volume du produit intérieur brut (PIB) régional de la Guadeloupe a ralenti par rapport aux années précédentes. En effet, le PIB s'est accru de 0,5 % après 1,8 % en 2003 et 1,2 % en 2002. Si la grève longue qu'a connue l'île est pour partie responsable du ralentissement récent, il n'en demeure pas moins que trois années de suite on est loin des performances de la décennie passée (3,5%) et bien proche de la croissance métropolitaine. La situation macroéconomique est en train de changer, et les travaux sur les comptes rapides redoublent d'importance : Le schéma vertueux mis à jour par les premiers travaux CEROM se modifie progressivement. Plus encore que pour la période 1993-2001 qui a fait l'objet d'analyses macroéconomiques innovantes, ces premiers résultats quantitatifs, s'ils s'avèrent durables, méritent d'être étudiés et expliqués en profondeur par l'équipe CEROM.

## La technique des Comptes rapides dans CEROM et les enseignements à en tirer pour la statistique africaine

Deux configurations de comptes rapides sont mises en œuvre dans l'opération CEROM : Dans les DOM, où le retard des comptes a été rattrapé (en utilisant le logiciel ERETES<sup>90</sup> mis au point par l'INSEE à partir de travaux de M. Sérurier) et où les comptes définitifs N-3 sont disponibles en N, un modèle TABLO, spécifiquement construit à cet effet est utilisé pour N-1 et N-2 de façon glissante. En Nouvelle Calédonie, où le retard des comptes est beaucoup plus important, on s'appuie sur tout un cheminement de comptes rapides (N-5, N-4...N-1).

### Le couple ERETES/TABLO (Cas des DOM)

Dans les DOM les comptes économiques définitifs sont maintenant établis en utilisant le logiciel ERETES (ce qui assure une certaine homogénéité « technique » à la production des comptes). Mais il s'agit d'une utilisation particulière du logiciel, les

modules « en volume » n'étant pas activés pour de multiples raisons ; Il en résulte évidemment une plus grande rapidité (mais une moins grande significativité).

Une fois établis les comptes de N-3 définitifs via ERETES, on projette à nouveau l'année n-3 avec TABLO :

- pour vérifier la robustesse du modèle et y apporter d'éventuelles retouches ;
- pour effectuer le partage volume-prix de l'année n-3, qui n'est pas réalisé dans le compte définitif sous ERETES.

Puis on utilise une autre version du modèle TABLO (éventuellement retouchée) pour projeter, compte tenu d'hypothèses propres à l'année N-2<sup>91</sup> deux TES N-2, l'un en volume (au prix de N-3) l'autre en valeur. Enfin à partir de ce TES N-2 en valeur on utilise une troisième version du même modèle et un nouveau jeu d'hypothèses pour projeter le TES N-1 aux prix de N-2 et le TES en valeur N-1.

La question de lier informatiquement les trois versions du modèle de projection reste ouverte<sup>92</sup>.

Lors de la campagne suivante, N-2 deviendra N-3, le TES valeur N-2 sera écrasé par le TES définitif N-3 et la procédure sera reconduite en N-1 (devenu N-2) et N (devenu N-1).

<sup>91</sup> Rappelons les grandes catégories d'hypothèses exogènes au modèle

- hypothèses de production en volume et prix ;
- hypothèses sur la demande finale ;
- hypothèses sur les impôts, taxes et marges ;
- hypothèses sur les salaires et la productivité ;
- résultats du commerce extérieur, en volume et prix ;
- hypothèses sur le revenu, la propension à consommer et l'évolution des coefficients budgétaires des ménages

<sup>92</sup> En fait, pour les années rétrospectives (N-2 et N-1) la question du lien n'a pas un intérêt fondamental parce que les hypothèses de base du modèle sont en fait connues avec certitude. Le modèle n'est plus utilisé ici comme un modèle de prévision mais comme un instrument d'arbitrage entre la logique de la théorie économique (les « équations » du modèle), les résultats conjoncturels connus et les données individuelles qui commencent à arriver.

A l'inverse, lorsqu'on voudra travailler en prévision sur les années N et N+1, on va utiliser des hypothèses liées (en particulier pour l'environnement international, les hypothèses de N+1 doivent avoir un lien logique avec celles de N. Il en est de même pour l'hypothèse de production du coton en N par exemple et de la production industrielle textile en N+1, et il faut obligatoirement lier (enfin c'est un apport à la fois pratique et théorique important) la projection N et la projection N+1 par TABLO.

<sup>90</sup> ERETES pour Equilibre Ressources Emplois et Tableau d'Entrée Sortie

Pour mener à bien ce travail de projection rapide le (la) comptable national(e) responsable du DOM considéré est secondé(e) par un (une) économiste modélisateur(trice). Une campagne de projection peut les occuper deux à trois mois pour produire des comptes « publics ». Un (une) Volontaire International(e) devant ultérieurement être chargé de recueillir tout au long de l'année les informations nécessaires à l'établissement des hypothèses, ce délai devrait être raccourci en année courante.

Une telle procédure n'est pas nouvelle pour la statistique africaine et depuis des années un schéma analogue est plus ou moins suivi en Afrique francophone : à partir d'une année de base construite par la comptabilité nationale, des comptes provisoires et prévisionnels sont établis, généralement par la direction de la prévision, à partir d'un modèle ou d'une maquette simple de l'économie. C'est sur la base de ces comptes que sont menées les discussions avec les organisations de Bretton Woods.

*Ce qui mérite d'être relevé dans la démarche CEROM c'est l'actualisation systématique de l'année de base, son intégration dans un modèle de projection/prévision reproduisant l'ossature précise des comptes, et le fait que les années passées N-2, N-1, soient évaluées sous la responsabilité des statisticiens comptables nationaux et non des prévisionnistes.*

*Trop souvent en effet en Afrique, l'année de base est ancienne, ou si elle est récente, elle n'est pas pour autant intégrée dans le modèle de prévision, si bien que comptes réels et compte prévisionnels peuvent cheminer indépendamment l'un de l'autre.*

*Reste enfin la question de la responsabilité des comptes rapides, placés tout naturellement dans les DOM sous le contrôle de l'INSEE (ce d'autant plus facilement que n'existe pas de « direction de la prévision » dans les « régions » françaises). Mais d'autres auraient pu être candidats à la maîtrise d'œuvre : l'IEDOM, banque centrale déléguée pour l'outre mer, dont c'est le rôle d'éclairer les agents économiques, le Préfet de Région, représentant du gouvernement, etc.... La solution adoptée dans CEROM est sage, et mérite d'inspirer les statisticiens et comptables nationaux africains pour demander que leur soit confié tant les outils nécessaires que la maîtrise de l'établissement de comptes provisoires.*

### **Le cheminement modélisé (Cas de la Nouvelle Calédonie)**

En Nouvelle Calédonie, où le retard des comptes est beaucoup plus important, l'opération s'est appuyée sur tout un cheminement de comptes rapides (N-5, N-4...N-1). Au lieu de deux modèles TABLO enchaînés projetant deux années, un modèle unique a été construit sur la période 1998-2005<sup>93</sup>, comme cela avait été fait en Polynésie française dix ans auparavant. La question de savoir si ce cheminement doit lui aussi être glissant, au fur et à mesure que progressent les comptes définitifs ou si certaines années de comptes doivent être sautées et le définitif suivant établi sur une année plus proche reste ouverte et n'a pas été tranchée.

On comprend bien les partisans d'une démarche prônant le rattrapage progressif du retard des comptes définitifs : on disposerait ainsi de séries statistiques homogènes et « sans trous ». Mais on comprend bien également les partisans d'un « grand saut » : à travailler sur des années trop éloignées la

comptabilité nationale risque de perdre prise avec la réalité économique du moment, et de s'enfermer dans une vision passéiste des choses. Faire son deuil de quelques années de comptes définitifs au contraire, et tout en assurant une certaine « qualité » aux comptes rapides qui en tiendraient lieu, a l'avantage de permettre la remise en ordre de marche de tout le système de comptes et d'aborder les problèmes statistiques et économiques du moment (qui sont d'importance en Nouvelle Calédonie avec les trois projets majeurs simultanément en cours de réalisation dans le secteur du nickel, à savoir Goro, Konimabo et l'extension de la SLN).

La question est donc difficile et dépasse évidemment le seul cas calédonien. Elle intéresse plusieurs types de pays en Afrique :

- tout d'abord, bien sûr, elle intéresse les pays dans la même situation que la nouvelle Calédonie et où la dernière année de comptes est très lointaine (cas mauritanien par exemple) ;
- mais aussi les pays africains utilisant ERETES (dans sa version complète en volume/valeur), mais où la production annuelle de comptes définitifs, pour des raisons multiples (dues en grande partie à l'insuffisance des moyens), dure plus d'une année, si bien que le retard des comptes s'accroît au lieu de se

<sup>93</sup> L'année 1998 « nouvelle méthodologie » qui sert de base et a été finalisée par la comptabilité nationale courant 2004. Les comptes 1999 définitifs n'ont été disponibles que fin 2005 et ont été intégrés dans le modèle en 2005. Mi 2006 les comptes définitifs 2000 devaient être fournis.

réduire et où de ce fait le schéma vu au paragraphe précédent ne peut s'appliquer. On peut dans ce cas penser qu'il est possible de « sacrifier » parfois une année (en se contentant de comptes provisoires destinés à le rester pendant une longue période) de façon que l'ensemble du système de comptes reste toujours « à jour » et de qualité.

On doit toutefois se méfier de modifications intervenant dans la structure productive du pays qui

peuvent sur une longue période introduire des biais importants dans une projection chaînée systématique sur la base d'un TES ancien. Par exemple, la mise en œuvre des gros projets susmentionnés dans le secteur du nickel risque de rendre obsolète les coefficients utilisés dans le modèle sur la base des installations en fonction lors de l'année de base (1998). Une telle situation risque d'être assez fréquemment le cas (par apparition ou disparition, voire modification d'établissements productifs, disparité des croissances sectorielles, etc.) pour nombre de pays africains et oblige à une certaine prudence dans l'emploi de cette méthode.

### **Publiez... et les comptes suivront !**

*Un des enseignements majeurs de la démarche inter administrative CEROM est qu'elle a su trouver sa dynamique propre et être acceptée tant en interne (ce qui a permis la mise à disposition des moyens humains) qu'en externe du fait de sa volonté affirmée et sa capacité à publier des études macroéconomiques de qualité tirant parti des comptes publiés. Il s'est enclenché ainsi un cercle vertueux : la mise en valeur pertinente des statistiques est en elle-même porteuse d'une incitation à la production de statistiques... Qui à leur tour appellent de nouvelles études...*

S'il est un enseignement à tirer de cette lecture dans une optique africaine, c'est peut être avant tout celui là ! Et de leur côté les acteurs de l'opération CEROM se doivent dans le futur de lui rester fidèles, eux qui sont en train, partout dans les DOM

et les TOM, de livrer des comptes provisoires des années les plus récentes. Il faut qu'ils renouvellent à leur propos le travail d'analyse des années antérieures que l'on s'est efforcé de résumer dans le présent article, et dont la liste suit.

## Publications CEROM

### Bilans Macroéconomiques CEROM

« Guadeloupe : une économie en déficit...d'image » Juin 2004. Coordinateur **J.D.Naudet**.

« Une double transition presque réussie : Chômage, productivité et politique d'emploi à la Réunion », Octobre 2004. Coordinateur **J.D.Naudet**.

« Martinique : L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ? », Juin 2005. Coordinateur **C. Joeger**.

« L'économie calédonienne en mouvement », Novembre 2005. Coordinateur **E. Baulard**.

« Émergence de nouveaux moteurs de croissance - Le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002 », Novembre 2005. **J.D. Naudet, N. Actif, N. Jourdan et C. Parain**.

### Synthèses CEROM (les comptes rapides N-1 en N)

« Guadeloupe 2004 : Coup de frein sur la croissance », Synthèse CEROM (comptes rapides N-1 en N), Septembre 2005. **A. Greliche et C. Joeger**.

### Documents de travail CEROM

1 - « Evaluation du PIB à Mayotte », Mai 2005. **O. Frouté, B. Massuyeau**

2 - « Estimation du PIB de St Barthélemy et St Martin », Octobre 2005. **O. Sudrie**.

3 - « Méthode de conception d'un tableau des échanges intermédiaires (TEI) pour le département de la Martinique sur l'année 2000 », 2005. **D. Vanoukia**.

4 - « La production des comptes rapides, guide méthodologique », Avril 2006. **C. Joeger**.

### Tableaux de bord trimestriels (TOM) ou mensuels (DOM)

Guadeloupe, Guyane, Martinique, Nouvelle Calédonie, Polynésie française, Réunion.

### Sur CEROM

**AFD (2006)**, « Les DOM, fausses idées et vrais problèmes », *La lettre des économistes*, n°12, Mars.